6 juin 2017

**Réponse du Conseil administratif à la pétition du 14 mars 2016:
«Contre les nuisances et le bruit causés par les établissements
publics et leurs terrasses, rue Sismondi».**

TEXTE DES CONCLUSIONS

Le Conseil municipal renvoie la pétition P-355 au Conseil administratif le 8 février 2017.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les pétitionnaires demandent que les règles relatives à la tranquillité publique soient respectées par les exploitants des cafés-restaurants sis à la rue Sismondi.

Ils estiment que la multiplication des bars (ainsi que des terrasses) en ce lieu a eu pour effet une dégradation des conditions de vie des habitants.

A titre liminaire, il convient de rappeler que les municipalités n'ont aucune compétence, s'agissant de l'ouverture d'un nouvel établissement public. Seul le Canton (Service de police du commerce et de lutte contre le travail au noir – PCTN) est compétent en la matière.

Cela étant, à l'instar de ce qui a déjà été mis sur pied dans d'autres lieux de la Ville, tels que la rue de l'Ecole-de-Médecine ou la rue Blanvalet, des mesures ont été prises à l'encontre des exploitants des cafés-restaurants de la rue Sismondi.

En substance, il a été interdit auxdits exploitants de servir plus de clients que leur établissement (établissement principal et terrasse) ne peut en accueillir.

Ainsi, si la police municipale constate que des clients consomment en dehors de l'établissement principal ou du périmètre de la terrasse qui a été octroyé, des sanctions sont prises immédiatement sous forme d'amende. En cas de récidive, le Service de la sécurité et de l'espace publics peut réduire l'horaire d'exploitation de la terrasse, voire retirer la permission délivrée à l'exploitant.

Il en va de même si la police municipale constate que les clients d'un établissement considéré adoptent un comportement qui viole le règlement sur la tranquillité publique.

Pour veiller au respect de ces prescriptions, des patrouilles d'agent-e-s de la police municipale (APM) sont dépêchées systématiquement le week-end, dès 22 h 00 dans le périmètre dont il est question.

Ces mêmes patrouilles sont présentes, à 2 h 00 du matin, à la fermeture des établissements publics, afin de veiller à ce que les derniers clients ne stationnent pas devant des immeubles locatifs.

C'est notamment pour cette raison que l'horaire de la police municipale a été prolongé, il y a de cela trois ans, jusqu'à 3 h 00 du matin.

Dans le cadre de leur activité, les policiers municipaux veillent également au respect de l'horaire de fermeture, ainsi qu'au respect du périmètre octroyé par la Ville pour l'exploitation d'une terrasse.

Par ailleurs, la Ville a demandé aux exploitants qu'ils «clôturent» leurs terrasses au moment de la fermeture, afin d'empêcher que des tiers ne puissent y accéder lorsque l'établissement principal est fermé.

Ces premières actions semblent avoir porté leurs fruits. Une amélioration de la situation décrite par la pétition a déjà été constatée.

Un point de situation plus précis sera effectué à la fin de l'été, qui permettra de déterminer si les mesures entreprises se sont avérées efficaces.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:

Jacques Moret

Le conseiller administratif:

Guillaume Barazzone